

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Charles SULTAN, Radia TIKOUK

Lancement de l'Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Journées d'étude sur les discriminations - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier (délibération du Conseil municipal du 16/12/2021) fait suite aux travaux du groupe de recherche action financé depuis 2018 par la Dotation Politique de la Ville (DPV) et coordonné par la Ville de Montpellier (Service de la cohésion sociale), dont les préconisations ont nourri les politiques publiques de Lutte Contre les Discriminations (LCD) sur le territoire.

En effet, de 2018 à 2021, sept études ont été réalisées sur les thématiques suivantes :

- État des lieux généraliste des discriminations ;
- Discriminations vécues par les familles monoparentales ;
- Discriminations vécues par les personnes en situation de handicap ;
- Discriminations dans l'accès à la formation et à l'emploi des femmes et des jeunes diplômés issus des Quartiers Politique de la Ville (QPV) ;
- Discriminations liées à la dématérialisation des services publics ;
- Discrimination dans l'accès au logement public et privé.

Pour chaque étude, des préconisations ont été émises, dessinant au fil des thématiques un plan ambitieux de lutte contre les discriminations pour les signataires du contrat de ville.

L'observatoire des discriminations propose une suite à cette première étape de diagnostic. Son objectif est d'assurer un suivi en deux volets :

- Le premier volet est l'observation de l'évolution des situations de discriminations dans les domaines identifiés : celles-ci s'aggravent-elles ? Peut-on au contraire observer des améliorations liées au développement de politiques publiques efficaces ? ;
- Le second volet porte sur le suivi de l'application des préconisations émises.

L'observatoire veut être un appui pour les différentes institutions, afin d'accompagner les déclinaisons opérationnelles des politiques publiques de lutte contre les discriminations et d'en mesurer l'efficacité. Un rapport annuel permettra de suivre les changements dans l'élaboration des politiques publiques et les résultats obtenus sur le terrain en mesurant l'évolution des situations de discriminations.

L'observatoire se fixe pour ambition de revisiter chaque année deux champs discriminatoires parmi ceux explorés :

- Année 1 : discriminations vécues par les familles monoparentales / discriminations et dématérialisation des services publics ;
- Année 2 : discrimination vécues par les personnes en situation de handicap / discriminations et insertion professionnelle des jeunes diplômés issus des QPV ;
- Année 3 : discrimination dans l'accès au logement public et privé / discrimination dans l'accès à la formation et à l'emploi des femmes habitant en QPV.

Pour accompagner la création de l'observatoire et présenter trois des thématiques explorées par le groupe de recherche-action, deux Journées d'étude sur les discriminations sont proposées les 30 et 31 mars prochains à l'annexe Saint Charles de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, salle 003-Caryatides (capacité 70 places) à l'attention des élus, des professionnels institutionnels et associatifs et de la communauté universitaire.

Ces journées d'étude s'ouvriront par une présentation de l'observatoire et une conférence sur « *L'épreuve de la discrimination* ». Elles se poursuivront, sur trois demi-journées, en proposant trois modules autonomes, explorant chacun un champ de discrimination. Chaque module débutera par la présentation des recherches menées sur le territoire de Montpellier, et sera complété par les témoignages de professionnels de terrain et les interventions de chercheurs en sciences sociales offrant une perspective plus générale sur la thématique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'organisation des journées d'étude sur les discriminations à l'occasion du lancement de l'observatoire des discriminations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183146-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.